



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

## CONTENU

---

### Enjeux commerciaux

Le partenariat économique Trans-Pacifique les FTAs : contradiction?.....	1
Ron Kirk reçoit un mandat du Congrès.....	3

### Politique commerciale américaine

Le <i>Buy American</i> : les USA se veulent rassurants .....	4
Les DPI : Gary Locke en fait son cheval de bataille .....	6

---

## Enjeux commerciaux

### ***Le partenariat économique Trans-Pacifique et les FTAs : contradiction?***

Plusieurs entreprises privées et associations industrielles font actuellement pression sur l'administration Obama pour que les accords de libre-échange (FTAs) en vigueur entre les États-Unis et certains de leurs partenaires commerciaux soient incorporés dans le *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement* (TPP). Parmi les plus importantes associations, nous retrouvons la *National Association of Manufacturers* (NAM), le *Emergency Committee for American Trade* (ECAT) et la *American Farm Bureau Federation*. Ces dernières craignent que les dispositions des FTAs présentement en exécution se retrouvent diluées — *watered down* — dans le TPP. Les dispositions les plus susceptibles sont celles sur l'investissement et sur la protection de la propriété intellectuelle. Par exemple, la NAM représente de puissantes entreprises pharmaceutiques qui ne désirent en aucun cas que ces dispositions soient affectées, notamment celles des accords conclus entre les États-Unis, le Chili, Singapour et l'Australie. Si le TPP est mis en œuvre, il créera une zone de libre-échange regroupant les États-Unis, Singapour, le Chili, le Brunei Darussalam, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Pérou et possiblement, le Vietnam. Ainsi, ces groupes font pression pour que les meilleures et les plus innovatrices dispositions de chacun des FTAs déjà conclus soient incorporées dans le TPP de façon à faire avancer leurs intérêts : « The final TPP should [...] in no way decrease the benefits of the United States from those earlier agreements, including with respect to market access and key rules, such as the protection of intellectual property and investment, » a déclaré le ECAT. De plus, la version originale du TPP (c'est-à-dire, l'Accord commercial P4 entre Singapour, le Chili, le Brunei Darussalam, la Nouvelle Zélande et le Pérou) ne comprend aucun chapitre sur l'investissement et ses dispositions sur les DPI sont relativement « faibles » si on les compare à celles que nous pouvons retrouver dans les récents FTAs conclus par les États-Unis.

Un autre enjeu est celui de la réconciliation des contradictions entre les FTAs négociés par les États-Unis avec les pays du P4 si ces derniers devaient



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

être incorporés au TPP. En effet, si le nouvel accord TPP en venait à ne pas remplacer « légalement » les autres FTAs conclus entre les membres, alors plusieurs complications et litiges risqueraient de faire surface, multipliant ainsi les risques d'un *imbroglio* général. La solution serait l'adoption d'un modèle calqué sur celui de l'ALÉNA qui comprend des clauses remplaçant l'Accord de libre-échange entre le Canada et la États-Unis. En revanche, de telles clauses devraient, du point de vue des groupes de pression américains, être appliquées de façon à augmenter la marge de manœuvre des exportateurs et des investisseurs américains dans le TPP. Mais selon le vice-président pour les affaires économiques internationales de la NAM, Frank Vargo, une autre solution serait de permettre aux exportateurs et investisseurs américains de « choisir » les dispositions qu'ils jugent les plus avantageuses dans chacun des FTA une fois le TPP mis en œuvre. Ce genre de mécanisme existe déjà en Nouvelle-Zélande où les exportateurs nationaux peuvent choisir la règle d'origine qu'ils jugent la plus appropriée entre l'Accord P4 et le FTA Nouvelle Zélande-Singapour.

Certaines entreprises américaines désirent un véritable engagement politique de la part de l'USTR garantissant que les dispositions sur l'investissement et les DPI intégrées dans les FTAs en vigueur ne se seront pas affadies dans le TPP, mais bien renforcées de façon à améliorer l'efficacité des FTAs conclus par les États-Unis. Par exemple, comparativement à d'autres FTAs conclus par les États-Unis, celui avec l'Australie ne comprend pas de section sur le règlement des différends entre investisseurs et États — *investor-state dispute settlement* — car l'Australie a tenu à ce que ce genre de litiges soit réglé devant ses tribunaux nationaux et non pas à l'extérieur de son système juridique. Ainsi, l'ECAT a demandé à l'USTR qu'une disposition permettant aux firmes américaines de poursuivre en justice des gouvernements à l'extérieur de leurs systèmes juridiques nationaux soit insérée dans le TPP. L'ECAT a également demandé qu'un chapitre sur la concurrence soit incorporé au TPP à l'image de celui retrouvé dans le FTA U.S.-Corée du Sud, car ce dernier permet de contrer les régulations étatiques qui nuisent à la concurrence.

Pour sa part, la *American Farm Bureau Federation* a déclaré que les accords déjà en vigueur avec les pays du P4 et d'autres membres potentiels du TPP avec lesquels les États-Unis pratiquent le libre-échange, ne devraient subir aucun changement et que toute tentative de renégociation devrait être rejetée. Selon cette fédération, le TPP n'offre que de faibles gains à l'industrie agricole américaine. Mais ce genre d'accord risque d'être extrêmement bénéfique pour la Nouvelle-Zélande qui cherche à percer le marché américain des produits laitiers. Ceci, du point de vue des firmes pharmaceutiques américaines est une bonne opportunité de faire approuver leurs dispositions. Mais là encore, la *National Milk Producers Federation* (NMPF) risque de s'y opposer farouchement. En effet, un accord avec la Nouvelle-Zélande est controversé aux USA en raison de la pression des associations agricoles, qui redoutent la compétition à laquelle



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

l'industrie laitière et bovine américaine devra faire face une fois leurs secteurs « ouverts ».

En ce qui concerne l'industrie américaine du textile, la *National Textile Association* de concert avec le *National Council of Textile Organizations* se sont opposées au TPP arguant que la Nouvelle-Zélande et le Brunei sont de trop petits marchés, donc pas rentables. Inversement, le Vietnam, aidé par de faibles coûts de production, risque de poser de sérieux problèmes à l'industrie américaine du textile.

En ce qui concerne l'industrie américaine du cinéma, la puissante *Motion Picture Association of America* a déclaré que les dispositions sur les DPI contenues dans les plus récents FTAs devraient être appliquées dans le TPP, car elles contiennent des mesures sur l'enregistrement illégal de films et sur la protection des signaux télévisés. Cette association a également déclaré qu'elle était favorable à l'application des dispositions insérées dans le FTA U.S.-Australie, car elles permettent d'éliminer les tarifs sur tous les produits digitaux dits « tangibles ».

En ce qui concerne l'industrie américaine médicale, le groupe de pression *AdvaMed* a recommandé que le chapitre 5 du FTA U.S.-Corée du Sud portant sur la technologie médicale serve de base au TPP.

Enfin, il est à noter que les États-Unis ont demandé que la session de négociation pour le TPP du mois de mars soit reportée en raison d'autres enjeux commerciaux plus immédiats comme la conclusion du Cycle de Doha ainsi que les négociations des FTAs avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud.

Source: Erik Wasson, « USTR Faces Conflicting Pressures On Integrating Existing FTAs Into TPP », *Inside US Trade*, March 20, 2009 - Vol. 27, No. 11, p.16-17.

### **Ron Kirk reçoit un mandat du Congrès**

Le Congrès veut faire en sorte que Ron Kirk, le nouveau Représentant américain pour le commerce, règle à tout prix, deux enjeux commerciaux de taille. Il s'agit des disputes commerciales entre les États-Unis, la Chine et le Mexique sur les nouvelles dispositions insérées dans le projet de loi *Omnibus*.

Le Mexique, a cette semaine, imposé de nouvelles sanctions commerciales d'une valeur de \$2.4 milliards sur les exportations américaines. Mexico accuse Washington d'avoir violé ses obligations sous le l'ALÉNA en refusant l'accès aux camions mexicains sur le territoire américain. Sur ce point, le projet de loi *Omnibus* retire les fonds servants à financer un programme piloté par l'administration W. Bush, qui avait jusqu'à maintenant servi de solution par intérim au problème des camions mexicains. Malgré tout, le Mexique reste ouvert



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

à trouver une autre solution et le président Obama a demandé à Kirk de travailler avec le Département du Transport et le Département d'État pour créer un nouveau projet de camionnage — *trucking project*. Mais ceci pose un sérieux défi à Kirk et son Bureau, car on ne peut ouvrir les frontières américaines aux camions mexicains sans fournir, par la force des choses, une forme d'accès au marché américain afin de convaincre le Mexique de lever ses sanctions. De plus, un nouveau projet de camionnage devra également contenir des dispositions offrant des compensations aux membres du Congrès ayant voté pour le projet de loi *Omnibus*. Pour convaincre ces influents membres du Congrès, Kirk devra faire preuve de sagacité, mais vu son expérience, cela risque d'être une entreprise très difficile.

La seconde dispute à laquelle Kirk devra faire face est celle avec la Chine. Cette dernière menace de convoquer les États-Unis devant l'organe de règlement de différends de l'OMC en raison des mesures contenues dans le projet de loi *Omnibus*, qui selon elle, imposent des restrictions aux importations chinoises. Pékin qualifie ces mesures de violation de la clause de la nation la plus favorisée du *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT). Par ailleurs, si l'administration Obama devait succomber à la pression du Congrès pour que soient entérinées la législation S. 1607 sur l'*antidumping* pour limiter les importations chinoises et la législation S. 1677 pour que le Département américain du Trésor puisse qualifier la Chine de « manipulateur de devise » et pour que la question de l'alignement du Yuan au Dollar soit portée devant l'Organe de règlement des différends du Fond Monétaire International (FMI), il y a de fortes chances que les relations commerciales sino-américaines se refroidissent.

Sources: « Congress Hands Kirk New Trade Disputes Prior To Confirmation », *Inside US Trade*, March 18, 2009 - Vol. 27, No. 11. « Appropriations Bill Includes Mexican Trucking Ban, Ups COOL Funding », *Inside US Trade*, February 27, 2009 - Vol. 27, No. 8, p. 3.

---

### **Politique commerciale américaine**

#### ***Le Buy American : les USA se veulent rassurants***

Un récent rapport de la Banque Mondiale montre que plusieurs pays auraient eu recours à des mesures protectionnistes ces derniers mois, malgré l'impératif de garder les marchés mondiaux « ouverts », particulièrement en temps de crise. En outre, l'étude qualifie précisément les mesures comme le *Buy American* et les subventions fédérales à l'industrie de l'automobile américaine comme des violations de l'engagement politique américain au sein du G-20.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

Aux États-Unis, dans un effort pour apaiser la polémique sur la politique commerciale américaine, des règles sous lesquelles les dispositions *Buy American* pourraient être appliquées dans le fameux *American Recovery and Reinvestment Act of 2009* devraient être rendues publiques dès la semaine prochaine. La section sur le *Buy American* vise à rendre obligatoire l'utilisation (donc l'achat) de matières premières de production américaine tel que le fer, l'acier, de même que certains produits finis, dans les projets d'infrastructures fédéraux sensés relancer l'économie des États-Unis. Cette section, très controversée tant à l'interne qu'à l'externe, stipule néanmoins que les mesures associées au *Buy American* ne doivent pas « violer » les obligations commerciales internationales des États-Unis, notamment dans le cadre des normes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

En ce qui concerne les achats fédéraux pour les projets financés par le plan de relance, c'est le *Federal Acquisition Regulatory Council*, composé de l'Administration des services généraux, du Département de la Défense et de la NASA, qui rendra publique une règle finale par intérim. En ce qui concerne les achats des gouvernements étatiques et locaux pour les projets financés par le plan de relance, c'est l' *Office of Federal Financial Management* qui est chargé d'émettre une règle finale par intérim. L'idée est de soumettre ces règles aux critiques et aux commentaires du public avant qu'elles soient officialisées.

Les règles en questions sont censées servir : 1) à clarifier ce qui est entendu par « travaux infrastructures publiques »; 2) à préciser la façon dont les dispositions *Buy American* respecteront les obligations des États-Unis sous le *World Trade Organization's Government Procurement Agreement* (GPA); 3) à définir les termes « produit aux États-Unis » et « produits manufacturés » qui se trouvent dans la législation; 4) à fournir des précisions relativement au mécanisme de « dispense » — *waiver*. Sur ce point, il est à noter que sous le titre III du *Trade Agreements Act of 1979*, le Président américain conserve l'autorité de « lever » les dispositions du *Buy American* si elles contrevenaient au droit international commercial.

Pour lire le rapport de la Banque Mondiale, voir:

[http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Trade\\_Note\\_37.pdf](http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Trade_Note_37.pdf)

Sources: « World Bank Lists Buy America, Auto Stimulus As 'Protectionist,' Violating G20 Commitment », et « Buy American Rules Coming As Soon As Next Week », *Inside US Trade*, March 20, 2009 - Vol. 27, No. 11, p. 12.



### ***Les DPI: Gary Locke en fait son cheval de bataille***

Gary Locke (nommé par Barack Obama au poste de Secrétaire au Commerce), a déclaré devant le Comité sénatorial pour le commerce, la science et le transport, que si sa nomination est approuvée par le Congrès, il fera de la protection des droits de la propriété intellectuelle (DPI), sa « priorité des priorités ». Locke a déclaré que la violation des DPI fait mal aux entreprises américaines, menace les emplois et la croissance économique, porte atteinte à la réputation des marques américaines et vole le fruit de la créativité et de l'innovation des États-Unis. En conséquence, Locke a suggéré que les différentes agences de sécurité nationale américaines devraient unir leurs forces dans la lutte contre la piraterie et la contrefaçon de biens tels les enregistrements audio-visuels, les logiciels, les livres, les vêtements, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires, l'électronique, etc. Plus encore, la menace de la violation des DPI nécessite également, selon Locke, une union des pays qui soutiennent de hauts standards en matière de propriété intellectuelle. À cet égard, l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) constitue une puissante initiative américaine réunissant le Canada, l'Union européenne, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse. L'ACAC vise à établir des mesures pour criminaliser les infractions en matière de propriété intellectuelle. L'accord entend compléter les dispositions mises en œuvre par l'administration américaine pour encourager les autres pays à respecter les standards internationaux en vigueur, notamment ceux élaborés dans le cadre des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) à l'OMC.

Locke a également souligné l'importance d'améliorer les présents accords de libre-échange (FTA) en renforçant les standards environnementaux et les normes du travail avant de se concentrer sur la signature de nouveaux accords : « It is pointless to negotiate complex trade agreements if we don't intend to enforce them. »

Lorsqu'il fut interrogé par la Sénatrice Maria Cantwell, Locke a affirmé qu'il travaillera de concert avec le Bureau du représentant américain pour le commerce (USTR) afin d'éliminer les tarifs sur les technologies à « énergie propre ». Il a d'ailleurs rappelé au Comité que les énergies alternatives constituaient une autre priorité majeure du gouvernement d'Obama.

Au chapitre des relations commerciales américano-chinoises, Locke a déclaré que le déficit commercial des États-Unis avec la Chine était insoutenable et qu'il était dans l'intérêt national américain de remplir ce fossé. Le Sénateur Sam Brownback a d'ailleurs fait pression sur Locke en affirmant que les enjeux commerciaux sino-américains comme la protection des DPI et la manipulation du Yuan, devaient recevoir une attention particulière : « I don't know another trade area where we're going to have more difficulty in working with than in China. We



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 mars 2009

need to have a brawl with the Chinese on making sure everybody abides by their obligations. » À cet égard, Locke a répondu qu'il s'engageait à travailler avec le Bureau du représentant américain pour le commerce afin de défendre et de maintenir la capacité des États-Unis à contrecarrer les tactiques commerciales chinoises indues. Une position qui se rapproche justement de celle de Ron Kirk, le nouveau Représentant américain pour le commerce, pour qui l'asymétrie commerciale avec la Chine constitue une de ses priorités.

*Source:* Luke Engan, « Locke To Prioritize IPR Protection, Trade Enforcement At Commerce », *Inside US Trade*, March 20, 2009 - Vol. 27, No. 11, p.1-2.

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

